



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 30 JAN. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUNGE France

RUE DE YOKOSUKA
ZI Portuaire
29200 Brest

Références : ENV-D-25.043
Code AIOT : 0005500609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement BUNGE France implanté ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 Brest. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUNGE France
- ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 Brest
- Code AIOT : 0005500609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Bunge est spécialisé dans l'activité de trituration de graines alimentaires (soja et colza) en vue d'en extraire l'huile végétale.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Recensement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
2	Etat initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Programme d'inspection des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Programme d'inspection de l'extracteur	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Dossiers des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Dossier de l'extracteur	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le suivi du vieillissement des tuyauteries et de l'extracteur du site.

Des manquements dans l'exécution du programme de suivi des équipements et des incohérences entre ce programme et la stratégie de suivi ont été relevées.

Il apparaît que l'appropriation du programme de suivi des équipements par l'exploitant est perfectible, ce dernier se reposant uniquement sur la planification réalisée par son prestataire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée :
Les dispositions du présent article sont applicables :
1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels

<p>sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la liste des équipements du site faisant l'objet d'un plan d'inspection « liste des éléments exposés à la corrosion ». Il comprend un ensemble de tuyauteries et de cuves soumis à l'élaboration d'un plan d'inspection, sans distinction sur la réglementation applicable (ESP ou PM2I).</p> <p>L'exploitant a retrouvé cette information sur les fiches de vie « papier » dans un classeur.</p> <p>Les équipements soumis à cet article sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les tuyauteries d'hexane - les tuyauteries d'huiles concernées par le phénomène dangereux 22 (de l'étude de dangers) - l'extracteur d'hexane.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le tableau listant les équipements doit permettre de retrouver ceux soumis au PM2I (arrêté du 4 octobre 2010).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Etat initial

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PM2I</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p>
<p>Constats :</p>

En raison de l'absence de données avant 2018, l'exploitant a réalisé un état initial de l'ensemble de ses équipements en 2018 avec la réalisation de mesures d'épaisseur. Cet état initial fait apparaître les caractéristiques de construction (matériau, dimensions, produits contenus,...). L'historique des interventions est également présent, sur la fiche de vie pour l'extracteur. L'année de construction est toutefois manquante pour les tuyauteries.

Concernant l'extracteur d'hexane, les caractéristiques sont présentes dans le rapport d'inspection de 2018 alors que l'historique des interventions se trouve sur la fiche de vie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'année de construction des tuyauteries est à faire apparaître dans l'état initial.

Il appartient à l'exploitant de consolider l'état initial de la capacité d'hexane dans un seul document (sur la fiche de vie par exemple).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Programme d'inspection des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, PM2I

Prescription contrôlée :

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

L'inspection a contrôlé la documentation pour la tuyauterie 041002-AV-002-250-SR-SS1.

L'exploitant a présenté un tableur définissant les modalités de contrôle et les échéances des prochaines inspections de la tuyauterie ainsi que les dates des dernières inspections. Les rapports d'inspections correspondants ont été présentés.

Toutefois, l'exploitant ne maîtrise pas le suivi des équipements, qui est confié à un prestataire, et n'a pas été en capacité de préciser si l'état initial, le programme et le plan d'inspection sont établis en application du guide professionnel DT96.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera si l'état initial, le programme et le plan d'inspection sont établis en application du guide professionnel DT96.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Programme d'inspection de l'extracteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : L'inspection a contrôlé la documentation pour l'extracteur d'hexane. L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter le plan et le programme d'inspection de l'extracteur. Le plan d'inspection a été transmis par la suite. Le suivi des équipements est confié un prestataire et aucune appropriation n'est réalisée par l'exploitant. Les rapports de contrôles suivent le plan d'inspection (inspection externe à minima tous les 3 ans et inspection interne à minima tous les 5 ans). Cependant, le plan d'inspection n'a pas été mis à jour suite aux inspections alors que des délais inférieurs sont notés en conclusion des rapports (inspection interne avant octobre 2024, qui n'a pas été réalisée).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le programme d'inspection de l'extracteur ainsi que le plan d'inspection mis à jour et s'assurera que les échéances des inspections sont cohérentes avec celles mentionnées dans le rapport précédent et sont respectées. Il transmettra le descriptif de l'organisation mise en place pour s'assurer de la maîtrise de la planification des contrôles réalisés par son prestataire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dossiers des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Ces guides définissent : <ul style="list-style-type: none">- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;- les règles de réalisation de l'état initial ;- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision. Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan

d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté un tableau de suivi de l'ensemble des tuyauteries géré par le prestataire. Il n'a pas été en mesure d'expliquer les éléments présents dans ce tableau. Après analyse, ce tableau rassemble les informations demandées par la prescription, notamment la description des modes de dégradation, la présentation de la stratégie de contrôle qui en découle et la détermination des suites à donner. Aucun délai n'est donné face aux actions correctives listées. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'actions correctives ne présentant pas d'enjeu pour l'intégrité des équipements. Ce point serait à préciser dans le document. Pour chaque tuyauterie, la date de la prochaine inspection semble recalculée après chaque inspection. Le mode de calcul réalisé ainsi que l'aptitude des tuyauteries à remplir ses fonctions jusqu'à cette échéance ne sont pas précisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'intégrer aux plans d'inspections la stratégie de détermination des suites à donner aux contrôles : les critères d'acceptation des défauts et les délais associés aux actions correctives ainsi que le mode de calcul réalisé pour la définition de la date des prochaines inspections et l'aptitude des tuyauteries à remplir leurs fonctions jusqu'à l'échéance de contrôle suivante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Dossier de l'extracteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, PM2I

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance

éventuelle ;

- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;

- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;

- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;

- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

Le dossier n'était pas consultable le jour de l'inspection. Il a été transmis quelques jours plus tard.

Les modes de dégradation envisageables n'apparaissent pas sur le plan d'inspection, ce qui ne permet pas de justifier la stratégie de contrôle présentée.

Les rapports de contrôle manquent d'engagement du contrôleur sur l'aptitude de l'équipement à tenir jusqu'au prochain contrôle et sur les délais de réparation (prévisibles et effectifs) en lien avec cette appréciation. De plus, la vitesse de corrosion ne semble pas être appréciée à chaque contrôle afin de confirmer que leur périodicité peut être maintenue. Les critères d'acceptation des défauts apparaissent dans les rapports d'inspections mais pas dans le plan d'inspection : le plan est le document devant capitaliser les critères car ils peuvent évoluer et ne sont pas déterminés le jour du contrôle. Les rapports d'inspections indiquent des dates de prochaines inspections différentes du plan d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de compléter le plan d'inspection et de faire apparaître la stratégie de contrôle et de détermination des suites à donner, justifiées en fonction des modes de dégradations envisageables. Cette stratégie de contrôle doit être questionnée tout au long de la vie de l'équipement (suite aux inspections, réparations,...) et le dossier de l'équipement doit être mis à jour et ses éléments doivent être cohérents (les conclusions des rapports d'inspections avec le programme d'inspection notamment).

L'exploitant s'assurera que le dossier soit toujours consultable lors d'un contrôle de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois